



**NATIONS
UNIES**



**CONVENTION-CADRE SUR LES
CHANGEMENTS CLIMATIQUES**

Distr.
GENERALE

FCCC/IDR.1(SUM)/ESP
10 juillet 1996

FRANCAIS
Original : ANGLAIS

RESUME

du

RAPPORT DE L'EXAMEN APPROFONDI DE LA COMMUNICATION NATIONALE

de

L'ESPAGNE

[Le texte intégral du rapport (en anglais seulement) est publié sous la
cote FCCC/IDR.1/ESP]

Equipe d'examen :

Roberto Acosta Moreno (Cuba)

Omar Masera (Mexique)

Maria Gabriela Martins Borrego (Portugal)

Lucas Assunção (secrétariat de la Convention-cadre, Coordonnateur)

Egalement disponible sur le réseau World Wide Web
(<http://www.unep.ch/iucc.html>)

Résumé ¹

1. L'examen approfondi de la communication nationale de l'Espagne a été réalisé entre septembre 1995 et mars 1996 et a été marqué par une visite à Madrid du 25 au 29 septembre 1995. L'équipe se composait d'experts de Cuba, du Mexique et du Portugal.
2. Selon le plan énergétique national 1991-2000 (qui table sur un taux de croissance moyen de 3,6 % par an du produit intérieur brut (PIB) au cours des années 90), l'Espagne s'était initialement engagée à limiter à 25 % l'augmentation de ses émissions de dioxyde de carbone (CO₂) liées à l'énergie au cours de la décennie. Un scénario "sans intervention" fait état d'une augmentation de 45 % au cours de la même période. Les dernières estimations de la croissance, qui ont été fournies lors de l'examen approfondi, indiquent que les émissions de CO₂ liées à l'énergie augmenteront moins fortement que prévu. Un scénario moyen tablant sur 3 % de croissance annuelle moyenne du PIB entre 1995 et 2000 montre que les émissions de CO₂ liées à l'énergie pourraient être, en l'an 2000, en hausse de 15 % par rapport au niveau de 1990. Cette révision à la baisse s'explique par une croissance économique plus faible que prévu entre 1991 et 1994, ainsi que par les résultats précoces de certains des programmes du plan d'économie d'énergie (PAEE), le remplacement progressif du charbon local de faible qualité par du charbon importé de qualité supérieure et la part croissante du gaz naturel dans les approvisionnements énergétiques totaux.
3. Les mesures d'atténuation de l'Espagne sont principalement fondées sur l'accroissement de la proportion de gaz naturel dans les approvisionnements énergétiques totaux, les efforts visant à économiser l'énergie au niveau de la combustion de fioul, notamment la cogénération, et ceux qui visent à augmenter le rendement énergétique dans les secteurs énergétique et industriel. A cet égard, toutes les mesures actuellement exécutées ou envisagées sont des mesures "sans regrets" qui sont axées sur les émissions de CO₂ du seul secteur énergétique. Le programme de remplacement des combustibles dans le cadre du plan PAEE est destiné à accroître le rôle du gaz naturel dans la production et la consommation d'énergie. En 1995, ce programme avait atteint moins de 26 % de ses objectifs. La mise en service prévue pour la fin de l'année 1996 du gazoduc du Maghreb, dont le point d'origine est en Algérie, devrait entraîner d'importantes réductions des émissions au cours de la seconde moitié de la décennie en cours. Dans le plan PAEE, les projections faisaient état d'une hausse de 12 % du rendement énergétique de l'économie espagnole au cours de la période 1990-2000. En 1995, l'amélioration effectivement constatée était d'environ 4,4 %.
4. L'Espagne n'a pas mis en oeuvre de mesures visant à réduire les émissions de CO₂ dans des secteurs autres que la production et la consommation d'énergie et aucune des mesures signalées ne vise les émissions de méthane (CH₄) ou d'oxyde nitreux (N₂O). Toutefois, au cours de l'examen, des données

¹ Conformément à la décision 2/CP.1 (voir FCCC/CP/1995/7/Add.1), le texte intégral du rapport a été communiqué au Gouvernement espagnol, qui n'a fait aucune observation.

supplémentaires ont été fournies en ce qui concerne les mesures visant à accroître la capacité d'absorption de l'Espagne d'ici l'an 2000. De même, un projet de texte du Programme climatologique national a été fourni. Ce programme, dont l'annonce est récente, décrit de nouvelles lignes de conduite, à savoir un appui à la recherche sur les changements climatiques et un mécanisme d'évaluation des futures mesures d'atténuation possibles. Si on y envisage un financement supplémentaire de 4 millions de dollars par an pour les programmes de recherche sur les changements climatiques, en revanche, on ne prévoit aucun crédit pour les mesures d'atténuation proposées.

5. L'équipe partage l'opinion des pouvoirs publics au sujet des possibilités considérables de réduction des émissions de gaz à effet de serre dans les secteurs du transport urbain, du logement et des déchets; elle a proposé que des données soient fournies dans la prochaine communication sur les mesures qui pourraient être mises en oeuvre dans ces secteurs.

6. L'examen approfondi des inventaires a été préparé et réalisé dans le plus grand souci de transparence et de commodité. Aussi la présentation des inventaires des gaz à effet de serre pour l'Espagne a-t-elle été considérablement améliorée durant l'examen. Ces inventaires ont été établis suivant la méthodologie CORINAIR² et portent sur les principaux gaz à effet de serre et les précurseurs. Pour la plupart des catégories d'émission, les coefficients d'émission utilisés ont été estimés à partir des conditions nationales et suivant la méthode CORINAIR. Les coefficients par défaut de la méthodologie du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) n'ont été utilisés que dans certains cas pour la catégorie "modification de l'utilisation des sols et sylviculture". Pour l'ensemble des estimations, les coefficients d'émission utilisés ont été clairement indiqués dans la documentation complémentaire et les niveaux d'activité ont été obtenus à partir des statistiques nationales officielles, permettant ainsi la reconstruction de l'inventaire. Un effort digne d'éloge a été fait en Espagne pour combler les lacunes dues à l'adaptation des résultats de la méthode CORINAIR au schéma des rapports préconisé par le GIEC. La plupart des omissions et imprécisions initialement détectées dans les inventaires ont été corrigées ou éclaircies au cours de l'examen. D'importantes modifications ont été apportées aux quantités totales des émissions de CO₂ et des émissions liées à la combustion de fioul, ainsi qu'aux estimations de la capacité de retenue du CO₂ en 1990.

7. D'importantes activités de recherche et de surveillance sont en cours en Espagne qui ont un rapport direct avec la surveillance et l'évaluation des changements climatiques. Au cours de l'examen, l'équipe a été informée que l'on avait trouvé utile d'encourager des études intersectorielles sur les incidences socio-économiques éventuelles des changements climatiques, en particulier la mesure dans laquelle ceux-ci pourraient affecter des secteurs importants de l'économie comme le tourisme.

² CORINAIR désigne, au sein du programme de la Communauté économique européenne dit CORINE (Coordination des informations sur l'environnement en Europe), l'inventaire européen des émissions de polluants dans l'atmosphère.

8. L'Espagne a versé une contribution de 14,1 millions de dollars à la phase expérimentale du Fonds pour l'environnement mondial (FEM) et une autre de 17,3 millions de dollars à sa première phase. Durant la visite de l'équipe d'examen, des renseignements ont été fournis au sujet de l'aide publique au développement (APD) de l'Espagne au cours de la période 1989-1994. Le rapport de l'APD au PIB était de 0,29 % en 1994 et de 0,25 % en 1995, alors qu'il devait atteindre 0,35 % en 1995. La diminution de l'aide était due aux coupes effectuées dans le budget de l'Etat pour honorer les engagements pris dans le cadre de la mise en place progressive d'une union monétaire européenne. Dans le domaine du transfert de technologie, aucune nouvelle initiative n'a été signalée durant l'examen. Toutefois, la communication a fait état de programmes visant à favoriser l'innovation technique et la diffusion des technologies dans les pays en développement. On y a également décrit les initiatives de l'Espagne en Bolivie et en Afrique du Nord dans le domaine de la production d'électricité par des techniques photovoltaïques.
